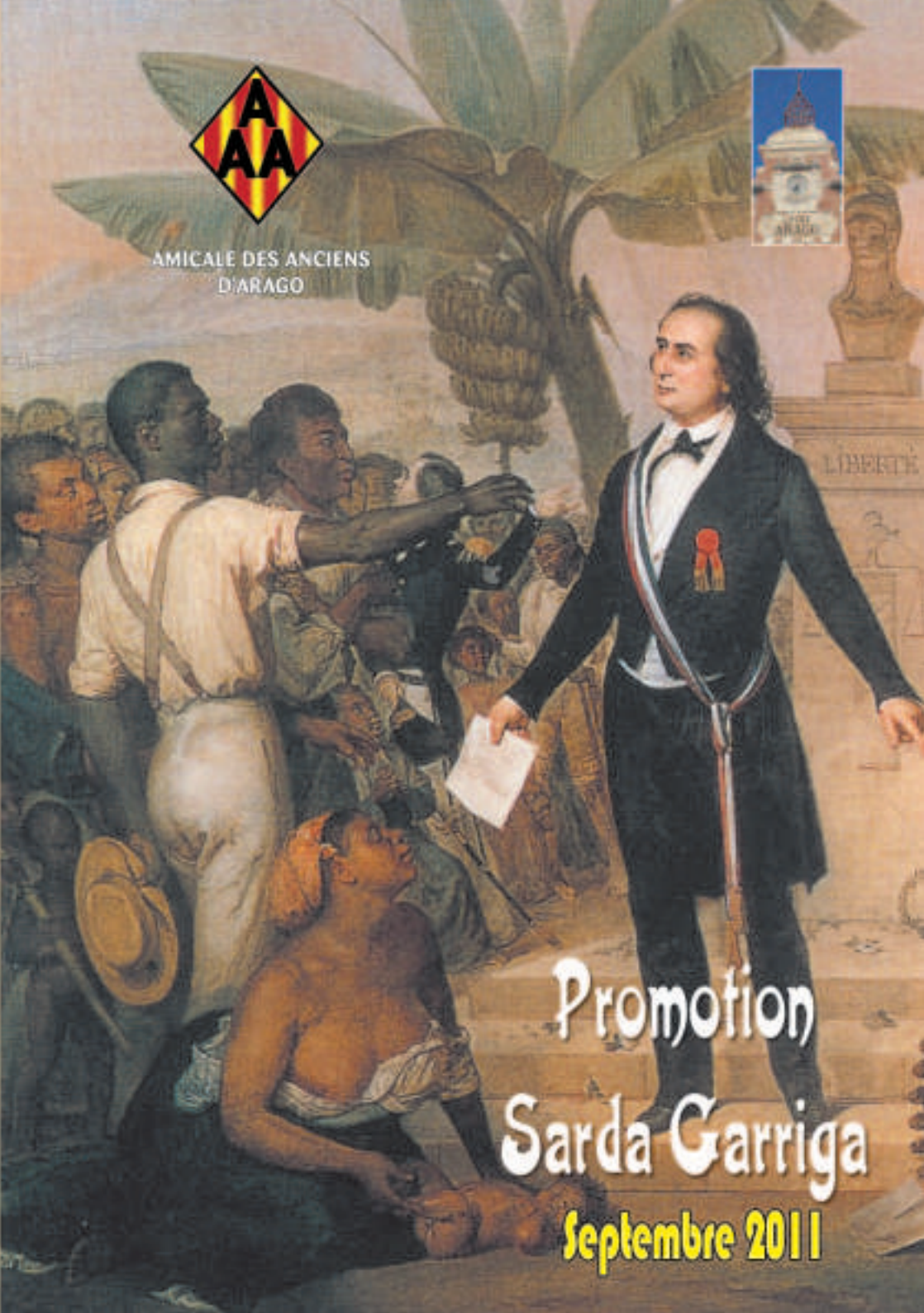




AMICALE DES ANCIENS
D'ARAGO



Promotion
Sarda Garriga
Septembre 2011

JOSEPH NAPOLÉON SÉBASTIEN SARDA GARRIGA



Qui est-il ?

Un Catalan injustement méconnu,
très impliqué dans la vie de son temps.
Sarda Garriga reste dans les mémoires
surtout comme l'homme qui a aboli l'esclavage
à l'île de La Réunion, en 1848.

Photo de couverture :

Sarda Garriga annonçant leur libération aux esclaves de La Réunion.

Tableau d'Alphonse Garreau peint en 1849

Le mot du Président de A.A.A.



Pour commémorer le bicentenaire du lycée il y a trois ans, les élèves qui entraient en seconde eurent comme parrain de promotion François Arago.

Comme l'avait déclaré, à cette occasion, mon prédécesseur Yvan Bassou : " (...) *les autorités à l'époque auraient pu l'appeler aussi du nom d'un autre grand Catalan, (...) Joseph Sarda Garriga, l'homme qui a aboli l'esclavage à La Réunion, en 1848, justement sur une proposition de François*

Arago, préparée par Victor Schoelcher, (...). Un lycée Joseph Sarda Garriga aurait eu l'avantage de pouvoir fêter (...), en 2008, conjointement (le) bicentenaire (du lycée) et le bicentenaire de la naissance de l'homme puisqu'il est né en 1808, à Pézilla de la Rivière. "

C'est à votre promotion qu'échoit l'honneur de porter le nom de ce Catalan, moins connu dans notre département qu'à La Réunion où des monuments ont été érigés pour le célébrer, où des rues, des places lui sont consacrées, où une école et un lycée portent son nom.

Au long de ce livret, vous découvrirez la vie vraiment rocambolesque de ce Pézillanais qui préfigure les carrières de certains autres anciens du lycée Arago qui sont partis ou partent encore pour effectuer des missions au titre de la France un peu partout dans le monde.

Mais vous y trouverez plus.

Ce livret sera aussi pour vous un outil pédagogique pour appréhender le cinquième thème du programme d'Histoire que vous étudierez cette année : ***Libertés et nations en France et en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle***, partie dans laquelle vous aborderez " *Les abolitions de la traite et de l'esclavage et leur application* ".

Bonne année scolaire à tous !

Robert Blanch
Président de l'AAA.



www.anciensdarago.com

Le mot du Proviseur



Chers élèves de seconde,

Ce lundi 5 septembre est votre premier jour de lycéen.

Sachez que le lycée Arago est le plus ancien lycée de Perpignan. Beaucoup de Perpignanais, dont des hommes illustres, l'ont fréquenté.

Ancré dans l'histoire, l'établissement se tourne également vers l'avenir en se fixant comme première mission de vous accompagner le mieux possible dans votre scolarité.

Sachez que 250 adultes (professeurs, conseillers principaux d'éducation, surveillants, agents d'entretien et de cuisine, administratifs)

travaillent à vos côtés pour votre plus grande réussite.

Bien sûr, cette réussite nécessite également votre plein investissement par un travail régulier et une grande assiduité. Je compte sur vous.

Je vous souhaite la bienvenue et une très bonne année scolaire.

Le Proviseur,

J.P. SIRIEYS

LYCEE FRANCOIS ARAGO
22 Avenue Président Doumer
BP 60119
66001 PERPIGNAN Cedex
Tél. 04.68.68.19.29 Fax. 04.68.85.24.73



Joseph Napoléon Sébastien

SARDA GARRIGA

**La vie en Roussillon
au début du XIX^e siècle**

En France, Bonaparte s'est sacré empereur le 2 décembre 1804, l'empire est à son apogée, Napoléon remporte victoires sur victoires.

Il laisse aussi sa marque par de grandes réformes qui modèleront la France pendant deux siècles et l'imprègnent encore aujourd'hui.

1808 : Son frère Joseph, ancien roi de Naples, devient roi d'Espagne mais le peuple espagnol se soulève et contre cette guérilla, l'armée napoléonienne est impuissante pour la première fois, cet échec a un énorme retentissement en Europe.

La situation des provinces françaises n'est pas brillante, la misère règne, le département des PO, créé en 1789, ne fait pas exception. Dans cette économie rurale, famine et épidémies restent très présentes, la durée de vie est réduite, les écoles sont peu nombreuses.

Les Comtés catalans ne sont devenus français que depuis le traité des Pyrénées en 1659, cela ne fait que 150 ans et le peuple parle essentiellement le catalan. Les élites qui fréquentent le collège municipal de Perpignan créé en 1808 sont une poignée.

**De la naissance en 1808 à son
départ pour Paris en 1828**

Ainsi, en 1808, Sarda Garriga naît sous l'ère napoléonienne. Sarda Garriga, fils ou filleul de Joseph Bonaparte ? C'est une légende : Joseph Bonaparte n'a jamais mis les pieds en Roussillon malgré la rumeur qu'a fait courir la bru de Sarda Garriga, en 1912 : on voit mal comment le roi de Naples se serait entiché d'une bergère !

Pourquoi 2 noms ? Tout simplement, Sarda est celui de son père et Garriga celui de sa mère et pour marquer ses racines catalanes, comme le veut la tradition, il va les accoler.

Et ce prénom de Napoléon ? Un hommage au grand homme du moment. Il reçoit 3 prénoms de la part de son parrain Joseph Coret. Les 2 autres sont Joseph et Sébastien.

Sarda Garriga est né le 13 décembre 1808, d'un père Gauderic Sarda, issu d'une famille républicaine, berger à la métairie du mas Blanes, et d'une mère

Mas Blanes, Pézilla de la Rivière



native de Millas, elle-aussi de famille républicaine. Il reçoit une bonne éducation au collège public municipal de Perpignan, (futur lycée Arago) grâce à Jean Antoine Arnaud, le propriétaire du mas, riche célibataire qui le prend en charge et se montre plein d'affection pour lui. Il échappe ainsi au destin paysan de ses frères et sœurs. À la mort d'Arnaud, en 1816, Sarda Garriga devient son légataire universel et c'est la gouvernante du mas, Madeleine Bajon, qui assume sa tutelle. Il reçoit en héritage une belle maison bourgeoise à Perpignan, place d'Armes (actuelle place Gambetta) et 15 hectares de terre en Salanque ; Arnaud a vendu le mas Blanes en 1815 au général-baron Buget.

Avec cela, on ne s'étonnera pas qu'Arnaud ait été considéré souvent comme le père naturel de Sarda Garriga.

C'est tout exalté d'idéaux républicains que Sarda Garriga part pour Paris, à l'âge de 20 ans.

La situation politique en France en 1828

1815 : Après Waterloo, l'aigle est abattu, Napoléon part pour St Helène où il mourra en 1821.

La Restauration voit le retour des frères de Louis XVI. Louis XVIII règne 9 ans, son règne s'achève par un gouvernement dominé par les Ultras, les plus réfractaires à toute idée de démocratisation et de progrès laïque ; le comte de Villèle, originaire de La Réunion, est premier ministre de 1821 à 1828.

Sous Charles X, partisan attardé de l'absolutisme, le gouvernement se durcit, on poursuit non seulement les bonapartistes mais aussi les républicains. Les sociétés secrètes se multiplient, " *les Charbonniers* " à gauche de l'échiquier politique et à droite " *les Chevaliers de la foi* ".

À partir de 1824, le gouvernement réprime durement les grèves : 5 grands mouvements ouvriers se succèdent en 10 ans car la révolution industrielle entraîne la formation d'un prolétariat ouvrier très misérable à côté d'une grande bourgeoisie opulente.

Les idées socialistes gagnent du terrain tant les inégalités se creusent.

Son séjour à Paris de 1828 à 1830



Etienne Arago



Benjamin Constant

Sarda Garriga retrouve à Paris Etienne Arago, son ami et condisciple du collège de Perpignan, de 6 ans son aîné, républicain convaincu comme lui. Mais Sarda Garriga dépense sans compter et contracte de nombreuses dettes. En 1829, il va déjà devoir vendre ses 15 ha de terres salanquaises pour continuer à mener son train de vie.



Grâce à Etienne, il devient secrétaire du romancier Benjamin Constant, et aussi du député ariégeois Pagès. Ces 2 emplois vont s'avérer être une précieuse formation intellectuelle. Comme Etienne, il publie des articles véhéments dans la presse qui lui vaudront des ennuis judiciaires. Il rencontre aussi les grandes figures de son époque : Auguste Blanqui, Armand Barbès, Louis Blanc... Il les retrouve au sein de la *Société des droits de l'Homme* et aussi dans d'autres sociétés secrètes qui pullulent à Paris : *Loge des Amis de la Vérité*, *Amis du Peuple* et bien sûr, *Franc-maçonnerie au Grand Orient*.

La situation politique en France en 1830

La France compte 33 millions d'habitants et agrandit ses colonies en faisant la conquête de l'Algérie. La révolution de Juillet entraîne l'abdication de Charles X. Le jeune Joseph (il a 22 ans) participe aux barricades des Trois Glorieuses : 27, 28, 29 juillet 1830.

La monarchie de Juillet voit monter sur le trône le dernier des Bourbons. Le roi Louis Philippe est appelé le roi citoyen, il apparaît comme un roi bonhomme, au mode de vie familial et bourgeois mais les espoirs de changement sont rapidement déçus.

La crise économique accroît le chômage et la misère des ouvriers. À cela, s'ajoute une épidémie de choléra.

Le gouvernement doit faire face à 2 oppositions : celle des légitimistes qui ne

veulent pas pour roi d'un homme dont le père a voté la mort de Louis XVI (ils veulent un Bourbon d'Espagne) et celle des Républicains. Ceux-ci multiplient les cercles de réflexion et de proposition.

Mais la chambre, majoritairement de droite, refuse toute réforme, le cercle infernal émeutes/répressions est enclenché. Le mouvement républicain s'organise et devient le parti radical dont les chefs les plus écoutés ont pour nom Ledru-Rollin et François Arago.

En 1846, la tension monte encore d'un cran avec une triple crise financière, économique et agricole, le mécontentement populaire grandit.

Son séjour à Paris de 1830 à 1848

Ses écrits valent à Sarda Garriga d'être emprisonné, d'abord à la Prison la Force, puis à Sainte Pélagie et enfin à la Conciergerie : 3 mois de préventive le 29 juillet 1833 suite à une manifestation républicaine. Il sera acquitté en octobre.

Mais ses dettes deviennent plus importantes, ses biens sont mis sous



hypothèque. Il doit vendre, en 1835, sa maison de Perpignan.

C'est chez son ami bonapartiste Dufaure de Vercors, qu'il rencontre une jeune veuve Eve Poncelet, vicomtesse Lodin du Mauvoir. Il l'épouse le 13 octobre 1838, ce qui permet la régularisation de leurs 2 enfants nés en 1837 et 1838 : une fille Pauline-Léonie, morte enfant et un fils, Lucien-Gauderic que l'on retrouvera en 1900, pontonnier à Paris, devant le Palais Bourbon, surnommé " *l'Amiral de la Seine* ".

Grâce à son mariage, il calme ses ardeurs politiques car il vit le grand amour avec Eve, mais malheureusement la jeune femme meurt en 1846. Peu de temps après, son ami franc-maçon, Clément, directeur de la Monnaie, décède et malgré le qu'en dira-t-on, Sarda Garriga se met rapidement en ménage avec sa veuve Marie-Adélaïde (Adèle) Juteau-Clément, qui élève ses 4 enfants.

Adèle souhaite se marier mais Sarda Garriga, lui, désire seulement en faire sa compagne et la tutrice de son fils. Ils se mettent finalement en ménage et vont élever leurs 5 enfants.

Mais la passion de la politique a repris le dessus. À l'occasion de la campagne pour les élections législatives de 1846,



François Arago

Sarda Garriga se rend en Roussillon pour soutenir la campagne électorale de son ami le d é p u t é

François Arago, qui se représente. L'adversaire d'Arago est le marquis de Contade, le gendre du futur maréchal de Castellane, créateur de l'hôpital militaire d'Amélie les bains.

Le 5 août, place de la Loge, à Perpignan, Sarda Garriga a une altercation avec le maréchal de Castellane qui se promenait à cheval : il crie " *Vive Arago* " et il reçoit, en retour, un coup de pied au niveau du visage. Castellane réfute les informations publiées dans *L'Indépendant*, journal créé le 1 janvier 1846 par François Arago, qui a relaté l'événement en accusant Castellane de ce mauvais coup. Arago sera élu au suffrage censitaire avec 343 voix contre 196 à Contade.

En regagnant Paris, Sarda Garriga rejoint l'administration des finances. Il est nommé receveur de cette administration en 1848.

La situation politique en France en 1848

Une étincelle met le feu aux poudres : le 14 février 48, on interdit un banquet prévu dans le XII^o arrondissement, banquet qui avait pour but de réclamer une réforme électorale : manifestations, rixes dans Paris ; le 23 février, paniquée, la garde tire sur la foule : c'est le début des barricades. Le 24, Paris se soulève, la mairie est prise, le roi Louis Philippe abdique et s'enfuit en Angleterre.

Un gouvernement provisoire, chargé d'organiser des élections, se met en place du 24 février au 4 mai ; à sa tête, quelques





noms illustres, Dupont de l'Eure, Lamartine, Arago, Louis Blanc... Il proclame la II^e République le 24 mai.

De grandes réformes sont immédiatement mises en œuvre : élections au suffrage universel et liberté de la presse entre autres ; le mouvement socialiste dirigé par Barbès et Blanqui gagne du terrain. François

Arago est nommé ministre de la marine et des colonies. Victor Schoelcher est nommé sous-secrétaire d'état aux colonies. Etienne Arago devient directeur des postes.



Victor Schoelcher

C'est pendant ces quelques mois où souffle un grand vent de liberté que Victor Schoelcher convainc Arago de

l'urgence d'abolir l'esclavage dans les colonies ; durant le mois de mars, une commission travaille sur la rédaction du décret d'abolition car, dit-elle " *nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves* ".

Le 27 avril 1848, Victor Schoelcher présente 13 décrets, dont celui qui abolit l'esclavage dans toutes les colonies françaises. Arago, devenu le Président de la Commission exécutive, fait voter le décret par le Parlement.

Malheureusement, le texte ne prévoit pas de dédommagement pour les souffrances endurées par les esclaves mais, au contraire, il prévoit une indemnité pour les colons blancs. L'un des décrets donne de larges pouvoirs aux Commissaires généraux de la République envoyés outre-mer pour les mettre en œuvre. Il reste à choisir ces hommes.



À Paris

Si, aux Antilles, les nominations sont faciles, il n'en est pas de même pour La Réunion.

En fait, La Réunion n'est pas encore le nom de l'île qui en a souvent changé à travers les siècles. En avril 1848, elle s'appelle encore l'île Bourbon, ce n'est que le 6 septembre 1848, qu'elle prendra définitivement le nom de La Réunion.

Les 3 hommes pressentis pour le poste de Commissaire général à La Réunion, des marins, Gattier, Fébvrier-Despointes et Auber-Roche, refusent l'offre. À son tour, sur recommandation de François Arago, Sarda Garriga est pressenti. C'est Etienne Arago qui lui annonce la nouvelle : " *La République a besoin de toi pour une tâche noble et belle. Veux-tu partir comme Commissaire général à Bourbon ?* " ; " *En cas d'échec, serai-je rejeté à la mer ?* " demande Sarda Garriga. " *Cela s'est produit à l'île Maurice pour les deux commissaires envoyés sous le Directoire, Baco et Burnel.* " Inquiet, il s'interroge : sera-t-il l'homme providentiel pour cette mission ?

Les 70 000 F prévus annuellement comme indemnité vont finalement le convaincre d'accepter le poste, le 2 mai. Autre bonne nouvelle : Adèle ne souhaite pas s'expatrier, au grand soulagement de Sarda Garriga qui consent à emmener avec lui, son beau-fils Adolphe comme secrétaire. Sarda Garriga s'engage à verser à Adèle une rente de 600 F. mensuels.

Lors de sa dernière rencontre avec Etienne Arago, celui-ci lui dit : " *Comme mon frère Jean, celui qui est parti au Mexique, tu es un Catalan qui aime l'aventure. Moi, je préfère la*

révolution en France. Mais attention, méfie-toi du charme indien, regarde Baudelaire qui a voyagé dans l'Océan Indien et qui est envoûté par une mulâtresse qui lui inspire ses meilleurs poèmes ".

Dès la nouvelle de sa nomination connue, les doléances des Réunionnais en poste à Paris affluent mais on lui formule aussi de pressantes recommandations : il doit absolument prévenir les révoltes sur l'île et assurer le bon fonctionnement de l'économie, en particulier la récolte de la canne à sucre en automne. L'idéal, lui suggère-t-on, serait que l'abolition ne devienne effective qu'après la campagne sucrière, donc vers fin décembre.

La vie à l'île de La Réunion et l'esclavage dans le monde

À ce moment-clé, l'île compte 108 000 habitants dont 62 000 esclaves.

Des esclaves qui proviennent en grande majorité de Madagascar ou de la côte orientale de l'Afrique. Des esclaves qui ont vu naître un bref espoir 50 ans auparavant lors du décret d'abolition de l'esclavage du 16 pluviôse an II (4 février 1794) proposé par l'abbé Grégoire.

Napoléon a rétabli l'esclavage en 1802 mais des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre cette abomination : la traite est la première à être interdite par l'Angleterre en 1807 puis par tous les pays européens dont la France en 1815 au traité de Vienne. C'est encore l'Angleterre qui est la pionnière pour abolir l'esclavage à partir de 1835.



Les esclaves ont vent de ces réformes, ils ne supportent plus la monstruosité du Code Noir, des révoltes éclatent qui font écho aux émeutes précédentes de l'île Maurice, de la Martinique et aux événements de Saint Domingue avec la figure de Toussaint Louverture. Tout cela inquiète fortement les planteurs de l'île, dont le plus important Charles Desbassyns.

Arrivée à La Réunion

Avant de s'embarquer, Victor Schoelcher donne à Sarda Garriga ses dernières recommandations : libérer rapidement les esclaves, en promulguant le décret dans la paix pour un développement harmonieux de la colonie.

Avec le décret du 27 avril 1848, le gouvernement a voté aussi 13 décrets d'accompagnement. Par exemple, les vieillards, les enfants, les malades qui étaient à la charge des maîtres, ne le seront plus. Le 1^{er} décret instaure l'ouverture de crèches et d'asiles mais, pour des raisons économiques, l'application sera difficile à réaliser dans toute l'île. Le 2^{ème} décret prévoit la création d'écoles gratuites dans toutes les communes. Malheureusement Sarda Garriga ne le mettra pas en application car il pense qu'il y a d'autres priorités.

Sarda Garriga appareille le 27 mai 1848 depuis Toulon pour un long voyage sur la gabarre, l'Oïse : la traversée dure 144 jours au lieu des 100 jours habituels mais ce n'est pas



pour lui déplaire car ainsi, il n'arrivera que vers la mi-octobre. Avec les 2 mois de latitude qu'on lui a accordés, le décret ne sera mis en application que vers la mi-décembre.

Pendant la traversée, il fait escale à Gorée, au Sénégal, histoire de se familiariser avec les vestiges de la traite négrière et de s'approvisionner en fruits et légumes.

Pour se ravitailler, l'Oïse fait escale aussi à Rio de Janeiro, au Brésil, principal port négrier au monde. Sarda Garriga y apprend la révolte des Noirs en Martinique : il y a eu des scènes de pillage et d'incendie après l'arrestation d'un jeune manifestant noir.

Le soir de son arrivée à Rio, l'ambassadeur des Etats-Unis donne un grand bal omettant d'inviter Sarda Garriga. Sensible à cet affront, celui-ci fait célébrer une messe en hommage à Monseigneur Affre, mort à Paris. Tout l'équipage de l'Oïse et les personnalités de la colonie française présente à Rio y assistent.

L'Oise navigue maintenant dans le calme des eaux équatoriales et le voyage dure péniblement. Lorsqu'il arrive en vue de Saint Denis, le 13 octobre, Sarda Garriga ne débarque pas. Il va attendre toute la nuit dans la rade, à quelques encablures du rivage. Le commandant de bord, à la lunette, lui signale que l'île est calme, le mât du pavillon à la maison du gouverneur indique que l'ordre règne.



Depuis la côte d'où l'on épie le navire, les colons sont inquiets : le drapeau tricolore entouré autour de sa hampe ne laisse voir que le bandeau rouge. Est-ce un bon présage ou est-ce un " Rouge " qui arrive ?

Le soir, Sarda Garriga convoque à bord l'aide de camp de l'ancien gouverneur qu'il a fait quérir en chaloupe, un certain Laporte, pour obtenir des informations sur l'île. Laporte explique la situation.

Dès qu'elles ont été connues sur l'île, les nouvelles parisiennes se sont

répandues comme une trainée de poudre. En effet, les lettres acheminées depuis la France passent par les terres et Suez (pas par le canal qui n'est pas encore construit) et puis par la route des Indes. Ces " malles des Indes " sont plus rapides que les voyages en bateau, elles arrivent à l'île en 40 jours au lieu des 100 jours habituels de traversée maritime.

Laporte explique qu'en juillet, lorsque furent connus les décrets, les colons ont élu une Assemblée générale des Délégués des Communes qui prône la résistance morale et l'ajournement de cette émancipation jugée trop brusque. Les Blancs sont opposés à l'abolition même s'ils s'y attendent depuis la suppression de la traite et réclament un fort dédommagement si elle aboutit. Certains propriétaires blancs ont même peur d'être ruinés ou de se faire massacrer par les Noirs.

Mais plus que la liberté des Noirs, c'est la cessation du travail qui inquiète les colons.



Dès que le nom de Sarda Garriga est connu, beaucoup d'effervescence naît



autour des convictions républicaines de ce nouveau gouverneur. Des rumeurs de soulèvement circulent : " *Nous ne voulons pas d'un proconsul imposé par Paris* ".

Le gouverneur Graeb ne bouge pas, sachant qu'il est révoqué. En août, il a reçu une dépêche l'autorisant à proclamer l'abolition sans attendre l'arrivée de Sarda Garriga, en cas d'émeutes, pour le maintien de la tranquillité publique. Il n'a pas eu à l'exécuter.

Les troubles précédents

Laporte relate aussi à Sarda Garriga, toute une série d'affaires qui ont eu, pour certaines, un gros retentissement sur l'île. Il y a eu d'abord l'épisode de l'abbé Alexandre Monet qui a entraîné la révocation du gouverneur Graeb. L'abbé Monet militait pour l'abolition de l'esclavage à Bourbon et avait rédigé un catéchisme en créole à destination des esclaves. Il fut expulsé de force de l'île en décembre 1847 après 3 jours d'émeutes où le nouveau vicaire apostolique remplaçant avait failli être jeté à la mer. Laporte parle ensuite de l'affaire Houpiart : ce directeur du journal *Le courrier de Saint Paul*, favorable à l'émancipation des esclaves, a tenté de récupérer un exemplaire de la déclaration officielle de l'abolition de l'esclavage pour annoncer la bonne nouvelle aux Réunionnais.

Les affaires suivantes étaient des propositions plus ou moins originales de certaines personnalités de l'île : un

dénommé Sully-Brunet proposait de faire travailler les esclaves de moins de 14 ans et de plus de 60 ans, " *dans leur propre intérêt pour ne pas les abandonner à leurs vicieuses inclinations* ". Les Noirs apprécièrent peu ces préconisations.

Louis Bret proposait une extinction progressive du système esclavagiste fondée sur la mort des esclaves tandis qu'Auguste Depeyrat avait élaboré, lui, un projet d'émancipation préconisant le paiement, sur plusieurs années, d'une rente destinée à indemniser les colons.

Bref l'île est en ébullition.

De 1848 à 1851

Toutes ces affaires indiquent à Sarda Garriga la difficulté de sa mission. De plus, les émeutes de la Martinique comme celles, 50 ans auparavant, de Saint Domingue, l'ont ébranlé.



Il est prêt à beaucoup céder pour remplir sa mission dans l'ordre. Il s'est assagi. Il veut réussir. Aussi décide-t-il de ne pas se contenter de promulguer le décret mais, en plus, de l'accompagner sur le terrain. Il pense trouver la solution en obligeant les affranchis à travailler. En effet, que feront les esclaves devenus libres du jour au lendemain ? Ils représentent

60% de la population de l'île. Où iront-ils dormir ? Manger ? Par définition, un esclave n'a rien à lui, il n'a pas d'argent. Devenu affranchi, sa situation sera identique. Sarda Garriga a peur qu'il devienne un vagabond errant dans l'île, sans but ou bien qu'il se révolte. Et puis, il doit préserver l'avenir économique de La Réunion, essentiellement agricole. Il faut des bras.

Le lendemain, le 14 octobre, après une longue nuit de réflexion, Sarda Garriga accoste : c'est un homme petit de taille, le buste lourd, les yeux noirs, les cheveux bouclés, vêtu d'un habit noir, sans écharpe tricolore mais avec un chou ponceau à la boutonnière. Il a une physionomie énergique.

Dans un silence glacial, il est accueilli par Candide Azéma, le premier adjoint de Saint Denis, le maire Gustave Manès étant absent de l'île.

Le 15, il reçoit une première délégation d'élus, qui lui demandent un ajournement de la mise en application du décret, ce que Sarda Garriga refuse dans une ambiance très froide.

Le 18 octobre, sa première déclaration publique fait pourtant bonne impression car Sarda Garriga y exhorte les futurs affranchis au travail : "*Etre libre, c'est l'obligation d'utiliser son temps, de cultiver son intelligence, de pratiquer sa religion... La liberté élève le travail à la hauteur du devoir*". Son discours rassure les colons blancs. C'est le type même des propos qui lui sont reprochés aujourd'hui par une frange de la population réunionnaise. Ce même jour, il promulgue le décret.

Il n'a presque pas attendu conformément à ce que lui avait demandé Victor Schoelcher. Il a maintenant un maximum de 2 mois pour le rendre exécutif.



Il va faire une première concession aux colons, le 24 octobre, en déclarant qu'il oblige les futurs affranchis des plantations à s'engager chez un employeur avant le 20 décembre, sous peine de vagabondage. Les femmes en sont dispensées. Par ce moyen, il veut empêcher les esclaves, une fois libérés, de désertir les propriétés.

Il propose aussi de créer des ateliers de travail d'intérêt général pour y incorporer les sans travail ; mais au plus fort du vagabondage, ils ne seront qu'une centaine à les fréquenter.

Il règlemente les déplacements en dehors des communes pour juguler le vagabondage.

Il impose aussi le livret de travail (pour des contrats de 1 ou 2 ans) ce qui va mécontenter les Noirs : 2 000 d'entre eux vont venir demander audience. Sarda Garriga, comme à son habitude, saura les rassurer.



Un autre souci de Sarda Garriga est la reconstitution des familles : les enfants ont été vendus souvent dès l'âge de 7 ans et séparés des parents. Les mariages étaient consentis par le maître et consacrés par l'église et pas obligatoirement par la loi. Sarda Garriga pense qu'une solution passe par la stabilité de la vie familiale. Il va prendre 2 mesures : la légalisation des mariages seulement religieux et l'attribution d'un état civil à chaque affranchi.



Si les noms de famille sont pittoresques et souvent accordés aux prénoms fantaisistes donnés par les maîtres, c'est néanmoins une reconnaissance du statut d'homme ; le nègre n'est dorénavant plus un " meuble ". Ainsi trouve-t-on des Adonis Superbe, Saint-Ange Récidive, Léveillé Violant, Hercule Némée...

Une anecdote amusante illustre la création de cet état civil : Sarda Garriga félicite un jour un affranchi, Alidor, qui élève par son travail les 5 orphelins de son ancien maître. Il lui donne l'accolade. Alidor prendra alors le patronyme de Laccolé.

Mais le mécontentement blanc est toujours réel, il contribue à créer de nouvelles milices et à durcir la situation. Un jour, une vieille dame de Saint Denis apostrophe Sarda Garriga en lui annonçant qu'elle vient dormir chez lui ce soir. À la question " *Mais pourquoi, madame ?* ", elle répond " *Parce que mon seul patrimoine était constitué de 3 esclaves que je louais à des fonctionnaires de passage, comme vous, et l'argent récolté me permettait de survivre. Demain, je ne pourrai pas* ".

Considérant l'absence d'état civil et aussi le manque d'instruction des Noirs, Sarda Garriga décide d'organiser les élections municipales avant la fin décembre, sans le vote des Noirs.

Il décide aussi de ne pas organiser cette année-là les élections pour l'Assemblée Constituante.

Une tournée pour convaincre Blancs et Noirs

Sarda Garriga comprend rapidement que la mise en œuvre pacifique du décret pourrait échouer s'il ne convainc pas Blancs et Noirs que sa politique est l'unique chance de salut pour l'île. Pour convaincre les ouvriers noirs des plantations, il entreprend un tour de l'île, parfois en chaloupe car les voies de communication carrossables sont quasi inexistantes.

Il va rencontrer toutes les catégories d'esclaves : les Noirs de talent, employés comme domestiques et les Noirs des plantations qui au début sont



plus réservés. Mais Sarda Garriga sait haranguer les foules et très vite, il les conquiert car il les traite avec sincérité, en tant qu'hommes et citoyens.

Lorsque certains Noirs ne comprennent pas ce qu'est l'émancipation : "*Zaut l'a fait a nous blancs mais n'a pas donne a nous l'arzent*". "*On nous a faits blancs mais on ne nous a pas donné d'argent*", il les rassure d'un ton paternaliste et affectueux. Il les appelle "*Mes enfants*" et les Noirs lui donnent du "*Papa Sarda*". On se mobilise sur son passage : pour traverser les laves du Grand Brûlé, au pied du volcan du Piton de la Fournaise, les Noirs portent même le carrosse.

Mais Sarda Garriga, en fin tacticien qu'il est, sait alterner les actes de bienveillance et les marques d'autorité. À Sainte Rose, la rumeur d'un attentat contre sa personne lui permet de s'affirmer en tant que chef et de fixer les règles de la coexistence républicaine. Il fait arrêter les conspirateurs.

C'est à Sainte Rose que le peintre Garreau exécute le célèbre tableau le représentant.

Malgré quelques barrages des Noirs interdisant la venue des Blancs aux meetings, la tournée est un succès :

les Blancs sont rassurés car le travail continuera sur les plantations, les Noirs sont assurés de leur prochaine liberté. À son retour à Saint Denis, le maire Gustave Manès l'accueille avec une salve d'artillerie, dans une ambiance de fête. Enthousiaste, Sarda Garriga, dans son discours, déclare ambitionner le titre de créole.

Entre temps, il a réglé le problème du lycée de Saint Denis. Le proviseur Théodore Drouhet aimait bien répandre des idées progressistes auprès des élèves. Certains le prirent au mot et les élèves se révoltèrent contre le "*tyran*", c'est-à-dire le proviseur. Sarda Garriga envoya les gendarmes mais ils ne purent arrêter le chahut. Finalement, le 19 décembre, Sarda Garriga ferma le lycée et les cours ne reprirent que le 1 février 1849, après l'expulsion des meneurs.

Promulgation du décret

En décembre, Sarda Garriga a encore des discussions très animées avec ses amis francs-maçons de l'île qui, pour la plupart, sont contre l'abolition. Charles Desbassayns, le grand propriétaire terrien (il possède presque un millier d'esclaves) est franc-maçon ; il tente de convaincre ses compatriotes du caractère inéluctable de l'émancipation.

À cela s'ajoute le rôle joué par le clergé qui veut moraliser l'avenir des Noirs nouvellement libérés pour mieux les évangéliser. Comme le dit très bien l'historien réunionnais Hubert Gerbeau :



" En achetant l'esclave dont on ne souhaitait que la force physique, on s'était encombré de l'âme qu'il possédait et dont on ne savait que faire ".



Sarda Garriga est un fervent chrétien et ses propositions iront toujours dans le sens des mesures acceptées par l'église.

Et puis arrive la mise en application du décret, le 20 décembre, avec le discours très attendu de Sarda Garriga



Proclamation de la liberté aux Noirs, peint en 1849 par Auguste-François Biard

adressé aux travailleurs. Un Te deum est célébré à la cathédrale de Saint Denis où, cependant, la milice a refusé de paraître. 21 coups de canon sont tirés : l'esclavage est enfin aboli : les 62 151 esclaves sont libérés, ils appartenaient à 1 583 propriétaires blancs. Sarda Garriga a gagné la partie, il est le sauveur de la Colonie. Les plus humbles lui baissent la main. Pour ne pas dire le mot esclave, Sarda Garriga employait une litote, il parlait de " *non libre* ".

Le seul acte un peu mouvementé est l'arrachage du poteau de la grande place qui servait à fouetter les esclaves et qui finit jeté à la mer.

Le 23 décembre, avec son texte réprimant le vagabondage, Sarda Garriga durcit le ton car il sait que son plan repose sur le travail des affranchis. Beaucoup n'ont connu que le statut d'esclave. Rares sont ceux qui veulent regagner l'Afrique ou Madagascar. Sarda Garriga sait qu'ils préfèrent quitter les plantations où ils ont souffert, quitte à souffrir d'une autre manière mais en goûtant aux joies de la liberté.

Certains se sont installés sur le pourtour des villes comme cultivateurs, artisans charpentiers, menuisiers, maçons, tailleurs de pierres... Leurs femmes s'adonnent aux travaux d'aiguille et confectionnent des sacs de vacoas (plante en forme de parasol dont on tresse les feuilles).

Sarda Garriga sait aussi que le calme de la transition s'explique par l'usure économique de l'île avec l'arrêt de la

traite, par l'effet dissuasif de l'équilibre des forces (les Blancs représentent moins de 40% de la population) et aussi, par la nature de l'esclavage à l'île de La Réunion, qui, toutes proportions gardées, était moins inhumaine que dans d'autres colonies, jugement qu'il faut tempérer par ces mots cyniques de certains Blancs : "*Le sucre est indispensable à l'homme, l'esclave au sucre et le fouet à l'esclave*".

Comme le cours du sucre est au plus bas et que les compensations tardent, Sarda Garriga crée le Comptoir d'Escompte et de Prêt pour soulager les propriétaires les plus démunis : une somme de 150 000 F. à valoir sur les indemnités aux colons va lui être versée par l'Etat. Mais en contrepoint, pour les indigents, il fait distribuer de la nourriture, en particulier du riz.



L'arrivée inopinée d'Adèle et de sa mère à mi-janvier 1849 est une contrariété. Les mœurs rigides qui ont cours sur l'île vont le conduire à régulariser son union. Le mariage a lieu le 17 février 1849, à 20 heures : une bénédiction nuptiale à la cathédrale de Saint Denis, dans la stricte intimité. Pour deux veufs, à l'époque, elle s'imposait !

La bourgeoisie blanche de l'île est divisée sur l'action de Sarda Garriga : certains colons sont bienveillants mais d'autres sont plus virulents : le parti colonial mène une campagne incessante contre lui, les libéraux exploitent la moindre occasion pour le critiquer. Mais imperturbable, Sarda Garriga poursuit sa politique, oscillant toujours entre liberté et ordre.

En février 49, nouveau tour de vis ; avec sévérité, il annonce des mesures plus coercitives concernant l'obligation au travail largement contournée par les affranchis grâce à de multiples échappatoires.

Il y a d'abord la profusion d'engagements fictifs : certains petits propriétaires blancs, peu scrupuleux, établissent des contrats de complaisance contre argent ou contre de menus services. Les signatures de livret de travail sont rares. Pourtant le livret de travail n'a pas que des désavantages : c'est un contrat affranchi-patron qui définit le salaire et les avantages en nature, logement et nourriture. Une autre raison de l'insuccès du livret de travail est que les colons n'acceptent d'en signer qu'avec des affranchis jeunes, vigoureux, respectueux et actifs.

Autre solution trouvée pour se soustraire à l'obligation de travail, le mariage : plus de 5 000 mariages d'affranchis de 1849 à 1852 ! Les époux qui achètent un terrain même inculte, sont dispensés d'engagement : 1 205 lopins de terre sont acquis pendant la même période !



Il faut dire que les peines encourues pour absence d'engagement semblent douces à ces parias : en effet, quelques jours de prison ou en ateliers disciplinaires leur procurent un toit et des vivres.

Ensuite, il y a les nombreux déménagements des affranchis et leur



volonté de changer d'emploi. Certains quittent les plantations pour travailler loin des endroits où ils ont souffert ;

d'autres, comme les Marrons auparavant, préfèrent fuir sur les hauteurs des cirques à Mafatte, à Cilaos, à Salazie où ils produisent du charbon de bois et cultivent quelques plantes nourricières comme les ignames.

Et les propriétaires ne font rien pour les retenir, ils préfèrent les coolies indiens, moins exigeants qu'ils font immigrer en nombre : en 1849, 12 000 arrivées de Ceylan et d'Inde ! Pour les Blancs, la main d'œuvre des affranchis est vieillissante, non renouvelée, donc moins rentable tandis que celle des Hindous, des Tamouls est plus souple : leur statut d'étranger ne leur confère aucun droit, ils reçoivent des salaires dérisoires.

C'est le moment choisi par Sarda Garriga pour réprimander les affranchis : " *Je ne suis pas content de*

vous, est-ce ainsi que vous comprenez la liberté ? Je vous l'ai déjà dit : sans le travail, la liberté ferait votre malheur... Mes enfants, ce conseil part d'un cœur qui vous aime. Vous l'écoutez."

Il fait expulser l'abbé Joffard à cause de ses prêches incendiaires, lui qui parlait de " *partage des terres* ", idée trop progressiste et mal vue pour l'époque. De plus, pour aggraver la situation, la débauche gagne du terrain chez les affranchis. L'augmentation de la consommation d'alcool est réelle : 5 litres en 1847 et 10 litres en 1862. Les paris sur les courses de chevaux sont la cause de ruptures fréquentes de contrat.

Et les élections législatives prévues le 30 septembre 1849 ne détendent pas le climat.

La Réunion a droit à 2 représentants à Paris. Parmi les candidats, 2 francs-maçons, opposants notoires à l'abolition, Prosper de Greslan (directeur du *Journal du Commerce*, journal très réactionnaire, porte parole du parti colonial) et Sully Brunet (le frère du directeur de l'Intérieur, Auguste).

Sarda Garriga fait campagne auprès



des affranchis en prônant l'abstention. Il leur dit de ne voter que s'ils savent pourquoi et pour qui, sinon il leur

demande de s'abstenir et d'attendre d'être instruits. Pour décourager les

Noirs, les Blancs font courir la rumeur qu'en votant, les affranchis vont signer des contrats de travail de 5 ans ou un engagement de force dans les régiments coloniaux destinés à la conquête de Madagascar.

Résultat, sur 26 000 Noirs inscrits, seuls 1 500 ont voté. Dans une apathie générale, aussi bien de la part des Blancs que des Noirs, Prosper de Greslan et Barbaroux, du parti colonial, sont élus triomphalement.

Ce désintérêt pour la chose publique fait l'affaire des Blancs qui avaient peur de perdre leurs privilèges.

Le changement de gouvernement en France

En France, l'euphorie des premiers mois de 1848 a pris fin, une majorité de modérés siège à l'Assemblée Constituante. En juin 48, le général Cavaignac réprime durement une insurrection d'ouvriers : des milliers de morts, 4 000 déportés en Algérie.

Une nouvelle constitution est votée en novembre 1848, la France sera gouvernée par un président élu au suffrage universel pour 4 ans, non rééligible immédiatement, et par une assemblée élue pour 3 ans. Ce président élu en décembre 1848 a pour nom Louis Napoléon Bonaparte, c'est le neveu de Napoléon I^{er}. Les élections de mai 1849 donnent la victoire au parti de l'ordre, les Républicains modérés sont écrasés.

En Guadeloupe, les affranchis réclament plus de justice et des compensations. La répression est sanglante.

La nouvelle assemblée prend des mesures qui favorisent l'enseignement religieux (la fameuse loi Falloux) ou réduit la liberté de la presse. Le nouveau ministre de la Marine et des Colonies, le contre-amiral Romain Desfossés va épurer et sa première cible est Sarda Garriga.

Fin du séjour à La Réunion

Le 20 décembre 1849, jour anniversaire de la mise en application du décret, Sarda Garriga, toujours mécontent des résultats concernant l'engagement au travail, prend de



nouvelles mesures plus sévères : les femmes sont désormais obligées de travailler sauf cas exceptionnels décidés par l'époux. Mais Sarda Garriga règle aussi plus précisément les rétributions, dans le sens d'une meilleure justice pour les affranchis. Toujours ce souci de ménager la chèvre et le chou.

Mais s'il n'y a toujours pas de sang versé, la situation dans l'île est bien difficile pour les affranchis. Pour les vieux et les malades, c'est même catastrophique. Malgré les mesures préconisées par Sarda Garriga, peu de colons prennent en charge leurs anciens esclaves et les communes ne peuvent nourrir la population



indigente. Certains affranchis en arrivent même à regretter le temps de l'esclavage !

Beaucoup de femmes affranchies se prostituent pour subvenir à leurs besoins. La gale, la vérole, le choléra, le paludisme se répandent largement. Misère et mauvaises conditions d'hygiène sont à l'origine d'une forte mortalité : à Saint Denis, en 1852, ces épidémies provoquent plus de 25 morts par jour.

Certains réclament ouvertement le départ du Commissaire. Néanmoins, quelques colons protestent et demandent son maintien car ils connaissent l'ascendant de Sarda Garriga sur les affranchis.

Finalement, il est révoqué de ses fonctions le 10 novembre 1849. En effet, il est tombé en disgrâce auprès du pouvoir à Paris car il est trop marqué par ses opinions républicaines ; de plus il souffre d'un handicap, il n'est pas issu du monde de la marine ce qui, pour un gouverneur de colonie, est rédhibitoire. Il reçoit la dépêche le 22 janvier 1850 et le 7 mars, il passe le pouvoir au commandant militaire sans attendre l'arrivée de son successeur. Il renvoie Adèle qui n'était pas du tout appréciée sur l'île et sa mère sur le vapeur Cassini.

Quant à lui, il va prendre des vacances ! Durant son séjour chez son ami Elie Pajot, jusqu'au 2 mai 1850, il apprécie la vie et les mille séductions de l'Océan Indien. Il va même tenter d'acheter une concession de terre pour

s'y installer jusqu'à la fin de ses jours mais ses finances (comme d'habitude !) ne le lui permettent pas. Il reçoit des louanges écrites de nombreuses personnes, même de son ancien ministre Trécy, le prédécesseur de Desfossés.

C'est le moment où on annonce que les mesures compensatoires ne seront payées qu'en 1851 : 711,59 Francs par esclave. Les colons sont déçus car ils attendaient au moins 2 000 F. Le 21 avril 1850, son ami Féry, maire d'une petite commune, organise une réception en son honneur. C'est pour lui la dernière occasion de saluer les affranchis venus le remercier.

Sarda Garriga est remplacé par l'amiral Doret, un marin et ami de Louis Napoléon Bonaparte, qui arrive à la mi avril. Lui, il retourne en France sur la frégate Reine blanche. Le 12 mai 1850, salué par une foule dense venue dire lui adieu, il aura ces mots désenchantés : "*Vous êtes libres selon la loi, mais êtes-vous des hommes libres ?*"

Il fait escale à Saint Héléne où il est bien reçu à cause de son prénom Napoléon qui intrigue. Le gouverneur anglais de l'île l'accueille avec des démonstrations de la plus haute estime pour le travail accompli à La Réunion.

Quel bilan Sarda Garriga peut-il tirer de son séjour de 28 mois à La Réunion ?

Non seulement, il a mis en application le décret d'abolition de l'esclavage, mais au contraire de ce qui s'est passé

aux Antilles, il l'a fait dans le respect de la liberté et de l'ordre.

Toutefois, pour être objectif, il faut avouer que l'abolition de l'esclavage, mesure généreuse, a surtout profité aux propriétaires sucriers : en effet, ils ne supportent plus désormais l'entretien des esclaves et de leurs familles et ils ne sont pas obligés de garder les vieux ou les malades. De plus, eux seuls profitent des bénéfices de la production sucrière. Les anciens esclaves sont souvent oubliés par le progrès de la civilisation.

" *Papa Sarda, tu nous as roulés !* " lui reprochent, aujourd'hui, certains Réunionnais, qui jugent que le travail obligatoire a été une forme nouvelle d'esclavage.



Le coup d'état en France

Le 2 décembre 1851 (date anniversaire du sacre de Napoléon en 1802) le prince président lance un coup d'état : il fait

arrêter les principaux chefs d'opposition politiques dont Adolphe Thiers. Le 2 décembre 1852, il prend le titre d'empereur Napoléon III.

Les opposants républicains sont emprisonnés en masse : 10 000 sont déportés en Algérie ou en Guyane. Etienne Arago s'enfuit en Belgique.

L'un des opposants les plus célèbres prend le chemin de l'exil, c'est Victor Hugo qui résidera 20 ans à Jersey d'où il accablait de son mépris *Napoléon le petit*. La presse est surveillée, la liberté de réunion est restreinte : les clubs ou associations politiquement dangereuses pour le pouvoir sont interdits.

La disgrâce parisienne

Débarqué à Brest, Sarda Garriga rejoint Paris où il est reçu froidement par Desfossés qui lui explique que son renvoi est dû à ses " origines " politiques et qu'il ne doit pas compter sur une compensation financière.

Déçu sur le plan professionnel, sans emploi, il se querelle aussi avec Adèle qui lui reproche son échec politique et la mort de sa mère lors du voyage retour sur le Cassini : enveloppée dans un linceul, sans cérémonie religieuse, son corps a été jeté aux requins.

Ses affaires financières ne sont guère brillantes malgré la réception d'une toute petite partie de l'héritage familial : son père est décédé et ses frères et sœurs, jaloux de l'héritage qu'il avait reçu d'Arnaud, gardent la majorité des biens pour eux.

C'est à ce moment-là qu'il rencontre



l'historien Benjamin Laroche qui publie en 1851 une Histoire de l'esclavage, le premier tome étant consacré à l'île de La Réunion. En fait, c'est un véritable panégyrique de l'action de Sarda Garriga, présenté comme un grand défenseur de l'ordre. Heureusement, il trouve grâce à la Franc-Maçonnerie des alliés de poids : le Réunionnais Hubert Delisle, député de la Gironde, élu sous l'étiquette du parti de l'Elysée et surtout Théodore Ducos, nouveau ministre de la Marine et des Colonies, très lié à la bourgeoisie créole et ami de Delisle. Et c'est la fraternité maçonnique qui explique la nouvelle proposition faite à Sarda Garriga concernant la Guyane.

Une nouvelle mission

Théodore Ducos désire mettre en application sans délai " *la grande pensée* " de Napoléon III sur la colonisation pénitentiaire : il s'agit de débarrasser le sol français des malfaiteurs, des repris de justice qui se corrompent dans les bagnes et de les régénérer selon l'exemple de l'Angleterre qui envoie ses prisonniers les plus rebelles en Australie.

L'idée de repartir outre-mer, le fait de quitter Adèle, car il sait qu'elle ne voudra pas repartir sous les tropiques, et l'honneur qu'il ressent à la perspective de cette mission à l'ambition généreuse, tout cela décide Sarda Garriga à accepter la mission mais en y mettant des conditions : il ne veut pas de prisonniers politiques,

il ne veut pas devenir le geôlier de ses amis emprisonnés à la suite du coup d'état du 2 décembre. Les autorités consentent mollement à cette condition.

La séparation avec Adèle qui reste son épouse légitime est difficile. Sarda Garriga quitte la métropole le 31 mars 1852 sur le Caméléon, 300 forçats l'accompagnent à bord.

Il arrive devant Kourou, le 14 mai 1852, avec le titre de gouverneur de la Guyane.



La vie en Guyane : 1852 - 1853

C'est dans les îles du Salut que s'installent les forçats, pas sur la grande terre de la Guyane où vivent les colons, eux qui sont hostiles au projet de colonisation pénitentiaire.

Les îles du Salut sont au nombre de 3 : l'île Royale accueille l'administration ainsi que l'hôpital, l'île Saint-Joseph sert pour les " fortes têtes " et l'île du Diable, pour les espions, les détenus politiques ou ceux de droit commun. Quelques prisonniers politiques sont parqués aussi sur l'îlot La Mère, au large de Cayenne.

La réputation de Sarda Garriga, l'homme qui a réussi l'abolition à La

Réunion donne confiance. Pleins d'espoir devant la nouvelle vie qui s'offre à eux, les forçats travaillent d'arrache-pied à défricher les terres. Pour fêter la réussite du projet, tant la confiance est grande, Sarda Garriga commande même un aigle de bronze pour élever une statue à la gloire de Napoléon III.



Fort de ce contentement général, Paris accélère les envois de forçats sans donner à Sarda Garriga le temps d'organiser leur hébergement et leur travail : en un an, plus de 2 000 arrivent, ils doivent vivre dans des conditions insalubres et dans une démoralisante inactivité.

Les forçats préféreraient s'installer sur la Grande Terre. Les colons qui végètent préféreraient, eux, quitter la Guyane en vendant leurs vieilles habitations à l'Etat. Sarda Garriga refuse de les acheter et ce sera le premier grief à son encontre.

Le suivant sera la fête du 15 août 1852, à l'île Royale. Sarda Garriga, animé par sa passion de rendre leur dignité d'hommes et de citoyens aux forçats, organise un programme de festivités avec garde d'honneur, discours attendrissants et représentation

théâtrale. Lorsque la nouvelle arrive à Paris, le ministre Ducos est furieux. C'est qu'en France, le discours politique a changé : il ne s'agit plus de rendre les peines plus moralisatrices et humaines, au contraire, il faut aggraver le sort des condamnés.

Sarda Garriga réussit à liguier nombre de gens contre lui : les notables affairistes à qui il a enlevé le marché de la viande, à qui il a interdit l'exploitation abusive de la forêt, les Jésuites aussi, à qui il interdit les recherches d'archives sur les anciens domaines. Mais c'est surtout lorsqu'il décide de déférer les forçats que la population se déchaîne contre lui.

Sur le plan personnel, le gouverneur rencontre la femme qui sera sa dernière compagne, Zélée Girard ; elle le soigne avec un dévouement sans borne lors d'une crise grave de paludisme pour laquelle il est même hospitalisé un certain temps. Zélée le soigne à l'aide de médications créoles traditionnelles : fortes doses de punch à la cannelle et au poivre rouge, tisanes brûlantes et épicées, décoctions amères de quinquina, et elle le guérit. Éperdu de reconnaissance, Sarda Garriga lui voue un réel attachement. Elle est la fille d'un capitaine de vaisseau de Napoléon I^{er} mais la bonne société guyanaise l'ignore et la considère comme tarée. Plus âgée que Sarda Garriga, elle va prendre beaucoup d'influence sur lui. Cette liaison fait scandale en Guyane et les bonnes âmes menées par l'avocat Senez et le procureur Mittaine la





dénoncent auprès du ministre et exigent le rapatriement du coupable. Les accusations se placent aussi sur le plan politique : Sarda Garriga a accepté ce poste à la condition de ne pas servir de gardien à ses amis républicains or quelques anciens camarades de combat emprisonnés arrivent comme forçats en Guyane. Que va faire le gouverneur ?

L'affaire dite de l'Astrobale renforce les soupçons : un soir, Sarda Garriga se rend sur l'îlot La Mère et y rencontre un forçat qui lui remet une lettre de son frère Pierre, surnommé Galdirat, déporté en Algérie. La nuit, 12 forçats s'évadent avec la chaloupe de l'Astrobale laissée sans protection et jamais rattrapée. À bord, le détenu avec qui Sarda Garriga s'était entretenu.

Malgré cette opposition grandissante, Sarda Garriga veut réussir sa mission. Il tente d'installer des forçats près du fleuve Oyapock mais ils sont décimés par le paludisme. Il refait une tentative réussie vers le Maroni, où est fondé le village de Saint-Laurent du Maroni. Quant à la colonie française qui lui est ouvertement hostile, Sarda Garriga, qui

est un battant, on l'a vu pendant son séjour à La Réunion, contre-attaque. Il destitue le maire de Cayenne et le conseil municipal le 13 novembre 1852 et les remplace par des gens que l'on qualifierait aujourd'hui de " socialistes ". Au grand dam des " honnêtes gens " de Cayenne, il nomme même un sous-officier du génie, un certain Dubourg, socialiste notoire, gardien-chef à l'îlot La Mère. Pour couronner le tout, son concubinage avec Zélée va en faire aussi un ennemi juré des membres de la Compagnie de Jésus locale. Le 19 novembre, les Jésuites commencent une campagne active contre lui. Le père Cadout dénonce auprès de Paris, dans de multiples lettres, l'oisiveté des forçats : " *Ce qui règne en France est réprimé ici et, ce qui est réprimé en France, règne ici* ", et le père Hus s'embarque pour la métropole afin que Sarda Garriga soit enfin destitué.

Le ministre le révoque le 15 janvier 1853 et le rappelle en France. Le dernier acte de Sarda Garriga en Guyane aura lieu lors de la passation de pouvoirs avec l'amiral Fourichon, le nouveau gouverneur. Sarda Garriga ne veut pas assister à la cérémonie prétextant une crise de paludisme. Finalement, il s'y rend mais en tenue négligée, sans arborer la légion d'honneur qu'il avait reçue à la promotion du 15 août 1852. Il provoque aussi (sciemment ?) un esclandre. Dans son discours de bienvenue, s'adressant aux soldats, il déclare : " *Soldats, vous reconnaissez pour votre gouverneur, le contre*

amiral... , le contre amiral ... " et se tournant vers Fourichon, il lui demande "*Heu, comment vous appelez-vous ?*".

Il quitte la Guyane à bord du Caméléon en mars 1853.

La France sous Napoléon III

De 1850 à 1870, le capitalisme industriel et financier connaît un essor prodigieux. En 1869, on inaugure le canal de Suez construit par Ferdinand de Lesseps. Les grands magasins sont créés. Haussmann tranche dans le vieux Paris pour y ouvrir des boulevards. Avec les industries minières, les maîtres de forges construisent d'importantes fortunes, parallèlement le mouvement ouvrier se développe aussi pour réclamer plus de justice et des conditions de travail plus humaines.

La fin de vie à Mesnil-sur-l'Estrée de 1855 à 1877

C'est dans un dénuement total que Sarda Garriga débarque à Brest, le 6 avril 1853, mécontent de l'échec de sa mission. Il attend avec impatience Zélée qui doit le rejoindre pour vivre avec lui ; elle arrivera quelque temps après avec sa fille Lise.

Ses finances sont au plus bas, il vit avec sa pension mais amputée du reversement mensuel à Adèle. Les dettes s'accumulent. Il est découragé. Quand la nouvelle de cette situation parvient à l'île de La Réunion dont le gouverneur est Hubert Delisle, une souscription est lancée en sa faveur et

une somme, considérable pour l'époque, de 30 000 F. est réunie.

Pour le mettre à l'abri de tout revers de fortune, le Conseil Général de La Réunion lui vote aussi une subvention annuelle de 3 600 F.



Le prieuré d'Heudreville

En 1863, avec cet argent, Sarda Garriga achète le domaine du prieuré d'Heudreville (un prieuré datant du XIII^{ème} siècle), situé sur la commune de Mesnil-sur-l'Estrée, dans l'Eure. Pour déjouer les convoitises d'Adèle avec qui il est en procès (n'oublions pas que le divorce est aboli en France depuis 1816), il met le domaine au nom de Zélée Girard. Celle-ci continue à l'entourer d'affection.

En 1865, Sarda Garriga s'associe avec les frères Montreuil, de Clichy (l'un des 2 frères est chimiste) pour exploiter l'eau nitrée du vieux puits du prieuré et ils créent une usine d'embouteillage d'eau minérale. Mais une piètre gestion aura raison de ses biens. Zélée doit vendre une partie du domaine en mars 1877 et tout le reste le 7 septembre. Lorsqu'il rentre d'une partie de chasse ce jour-là, en apprenant la nouvelle de



la ruine, Sarda Garriga rentre dans une terrible colère. Il meurt le lendemain, le 8 septembre 1877.

Son fils Lucien-Gauderic, alors chef de gare à quelques kilomètres de Mesnil ne fait aucun frais pour les obsèques. C'est une voisine pieuse qui achète une concession à perpétuité.



Ainsi est mort celui qui, dans une existence mouvementée, eut deux missions très antinomiques : libérateur d'esclaves et geôlier de forçats. À ces 2

catégories d'hommes, il a toujours voulu rendre leur qualité d'êtres humains. Il avait foi en eux car il a toujours cru aux idéaux républicains.

Conclusion

En 1870, la guerre avec l'Allemagne finit par la défaite de Sedan, Napoléon III abdique.

La III^{ème} République commence en septembre 1870, le nouveau gouvernement comprend des hommes clés : Gambetta, Jules Ferry, Jules Simon et bien sûr Adolphe Thiers.

140 ans plus tard, la V^{ème} République se penche sur son passé :

2001 : la France reconnaît l'esclavage et la traite comme des crimes contre l'humanité.

2006 : la loi Taubira instaure le 10 mai, journée de commémoration de l'esclavage.

À l'île de La Réunion aussi, la mémoire se réapproprie le passé : la FET KAF* du 20 décembre longtemps interdite devient officiellement jour férié dans les années 1980.



Bonne fête de la Liberté à tous !

Aux caf', malbars, zarabs', yabs', chinois, zoreïls'...

À tout band' do moun

toutes couleurs, toute nations, toutes religions !

Enfin le rôle de Sarda Garriga sort de l'ombre même si une certaine polémique l'entoure, l'académie de La Réunion offre une pierre tombale à Mesnil-sur-l'Estrée. Mais sa tombe ne sera retrouvée qu'en 1981.

Dans l'île de La Réunion, de nombreuses places, rues, écoles et lycée portent le nom de Sarda Garriga, ce républicain de bonne volonté qui abolit l'esclavage le 20 décembre 1848.

Et une plaque commémorative a été apposée en 2008 au mas Blanes par la municipalité de Pézilla-de-la-Rivière, en partenariat avec l'association Les Rendez-Vous de Saint Estève.

Texte extrait d'une conférence donnée par Marie-Claire et Yvan BASSOU, dans le cadre des animations culturelles de l'association Les Rendez-Vous de St Estève.

* fête cafre, qualificatif jugé péjoratif

Sources

• Articles :

- l'article de Jacques Denizet paru dans le numéro de 1983 de la revue de la *Société agricole, scientifique et littéraire des PO*
- l'article de Robert Bourgat paru dans le numéro de 2001 de la revue de la *Société agricole, scientifique et littéraire des PO*
- l'article d'Yves Perotin paru dans le livre *Chroniques de Bourbon* en 1957
- l'article de Georges-Léonard Hemeret publié dans *L'Indépendant* en octobre 1957
- l'article de Kévin Bulard paru dans *Le quotidien de la Réunion* le 30 mars 2003
- l'article du Lieutenant-Colonel Jean-Pierre Alquier paru dans la revue *Légionnaire*
- l'article de Daniel Vaxelaire paru dans le volume 2 de l'*Histoire de la Réunion*
- l'article du 23 octobre 2005 paru dans *Magazine, témoins de l'histoire*

• Livres :



- le livre de David Huet, *La longue marche vers la liberté* (éditions Azalées)

- le livre de Jacques Denizet, *Sarda Garriga, l'homme qui avait foi en l'homme* (éditions CNH)

- le livre de Benjamin Laroche, *Histoire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises*, paru en 1853 (numérisé par Google)



• Sites internet :

- le site <http://www.19e.org/personnages/france/S/sardagarriga.thm> avec l'article de Marc Nadaux
- le site <http://www.temoignages.re/>
- le site <http://reunion.rfo.fr>
- le site <http://www.ile-bourbon.net/gouverneur/010613sarda.htm>
- le site <http://www.clicanoo.com>
- le site http://www.mi-aime-a-ou.com/sarda_garriga.htm
- le site <http://fr.wikipedia.org/>
- le site <http://88.191.14.90/zocsite/spip.php?article145>

AMICALE DES ANCIENS D'ARAGO

Avenue Paul Doumer. 66000 Perpignan

Directeur de la publication : Yvan Bassou

Chef de projet : Robert Blanch

Dépôt légal : Août 2011

Tirage - 900 exemplaires - Diffusion gratuite

Imprimerie St André. Saint-Estève



Petite chronologie de l'abolition de l'esclavage

1793 : 23 août, le commissaire de la République Française Sonthonax abolit l'esclavage dans la possession française de Saint-Domingue, actuelle Haïti.

1794 : la Convention vote le décret d'abolition de l'esclavage du 16 pluviôse an II (2 février 1794) qui étend l'abolition de Sonthonax aux autres colonies françaises.

1802 : Napoléon Bonaparte, par la loi du 30 floréal an X (20 mai 1802), rétablit la traite et l'esclavage conformément à la législation en vigueur avant 1789.

1807 : abolition officielle de la traite des noirs aux États-Unis et en Angleterre.

1821 : Pérou : José de San Martín décrète la liberté de tous les enfants des esclaves nés à partir de cette date, l'émancipation graduelle de ceux nés auparavant et l'interdiction du trafic négrier. L'État du Libéria est fondé en Afrique de l'ouest par une société américaine de colonisation pour y installer des noirs libérés. En 1847, le Libéria est un des premiers pays africains indépendants.

1824 : 17 avril, abolition de l'esclavage au Costa Rica puis le 23 avril dans plusieurs États d'Amérique centrale (Honduras, Panama, Belize, Salvador, Guatemala)

1829 : le président Vicente Guerrero abolit par décret l'esclavage au Mexique.

1833 : promulgation de l'abolition bill qui prévoit une abolition progressive de l'esclavage dans les colonies britanniques (Jamaïque; Trinidad et Tobago, la Barbade, Grenade, le Cap en Afrique du Sud). Il prévoit le maintien de l'esclavage urbain jusqu'en 1838 et de l'esclavage rural jusqu'en 1840. L'abolition complète de tous les esclaves est décrétée le 1^{er} août 1838. Seule la colonie d'Antigua choisit l'abolition complète et immédiate pour ses esclaves dès 1833.

1846 : le 26 janvier, abolition de l'esclavage en Tunisie.

1847 : abolition de l'esclavage dans l'Empire ottoman.

1848 : décret d'abolition de l'esclavage du 27 avril 1848 en France et dans les colonies françaises (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Sénégal).

1850 : abolition officielle de la traite des Noirs au Brésil.

1851 : 21 mai, abolition de l'esclavage en Colombie. 18 juillet, en Équateur.

1853 : 1^{er} mai, abolition de l'esclavage en Argentine.

1861 : la Russie interdit le servage.

1863 : abolition de l'esclavage dans les colonies américaines des Pays-Bas (Surinam, Curaçao..).

1886 : à Cuba, l'abolition définitive de l'esclavage, prévue pour 1888 par la loi de 1880, est avancée de deux ans.

1909 : abolition de l'esclavage en Chine. Cependant, encore en 1930, on estime à 4 millions le nombre d'enfants en esclavage en Chine.

1968 : abolition de l'esclavage en Arabie saoudite.

1980 : la Mauritanie est le dernier pays à abolir l'esclavage. Cependant, il resterait au moins 100 000 esclaves dans ce pays de nos jours.



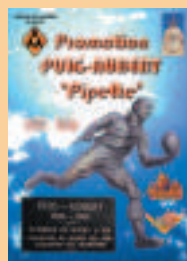
Les promotions

Chaque année, l'Amicale des Anciens d'Arago, en partenariat avec l'administration du lycée Arago, baptise, de façon républicaine, les élèves de seconde entrant au lycée.

2003 : Joseph JOFFRE



2004 : Joan Pau GINÉ



2005 : PUIG-AUBERT « Pipelette »

2006 : Claude SIMON



2007 : Arthur CONTE



2008 : François ARAGO



2009 : Christian d'ORIOLA



2010 : Marcel DURLIAT

